

Notre société a-t-elle besoin d'une population illettrée ?

Catherine STERCQ – Lire et Ecrire Communauté française

Telle est la question que l'on ne peut manquer de se poser face à la persistance de l'illettrisme dans une société où l'obligation scolaire existe depuis bientôt 100 ans. Pour répondre à cette question, il est intéressant d'opérer un retour dans le passé et d'analyser les enjeux et les contradictions de l'apprentissage de l'écrit dans une société inégalitaire. On verra ainsi apparaître comment une volonté d'instruction peut cohabiter avec une crainte de voir cette instruction modifier l'ordre social et comment cette contradiction majeure a conduit et conduit aujourd'hui encore à écarter une partie de la population – les femmes, les ouvriers, les immigrés... – de l'accès à l'écrit dans sa dimension émancipatrice. De la fin du 18^{ème} siècle à aujourd'hui les arguments n'ont pas changé.

Tous les discours s'accordent aujourd'hui pour affirmer la nécessité pour tous de maîtriser la lecture et l'écriture, et plus largement un ensemble de savoirs dits 'de base'. Comme le souligne le Conseil de l'Europe: «La société attend de l'éducation et de la formation qu'elles permettent à chacun et à chacune d'acquérir les compétences de base nécessaires pour affronter la vie et le travail. Ces compétences englobent non seulement les qualifications professionnelles et techniques mais aussi les compétences sociales et personnelles, y compris une sensibilisation à l'art et à la culture, qui permettent aux individus de travailler ensemble et d'être des citoyens actifs». ¹

Et pourtant, lorsqu'on lit les résultats des enquêtes, et surtout lorsqu'on entend au quotidien les récits des personnes avec lesquelles nous travaillons, lorsqu'on interroge travailleurs et employeurs, **on peut se demander si notre société souhaite vraiment que tous sachent lire et écrire et maîtrisent les savoirs de base.** Ou

si, plutôt, l'illettrisme d'une partie de la population ne serait pas aujourd'hui encore indispensable au fonctionnement de notre société. Tout comme l'illettrisme des femmes était perçu à la fin du 18^{ème} siècle comme indispensable au maintien et à la reproduction d'un modèle d'économie familiale et sociale.

Ainsi, en 1801, Sylvain Maréchal, éminent humaniste français, fait paraître un *Projet de loi portant défense d'apprendre à lire aux femmes*². Il y écrit que «des inconvénients graves résultent pour les deux sexes de ce que les femmes sachent lire». Il ne recule devant aucun argument pour prouver que l'illettrisme des femmes est indispensable au bon fonctionnement de la société et met beaucoup d'énergie à justifier cette violence faite aux femmes par abus d'autorité masculine.

Sylvain Maréchal développe ainsi trois catégories d'arguments :

- la question des mœurs et de la bonne conduite
«Apprendre à lire aux femmes est un hors-d'œuvre nuisible à leur éducation naturelle: c'est un luxe dont l'effet fut presque toujours l'altération des mœurs.»

- la question de la place que la société assigne à chacun dans l'ordre économique et de la formation qui y correspond

«L'intention de la bonne et sage nature a été que les femmes exclusivement occupées des soins domestiques, s'honoraient de tenir dans leurs mains, non pas un livre ou une plume, mais bien une quenouille ou un fuseau.»

«Les femmes ont trop d'occupation dans leur ménage pour trouver du temps de reste et à perdre en lectures, écritures.»

- la question de l'émancipation... qui menace l'ordre social établi

«Une femme qui tient plume pense être en droit de se permettre plus de choses que toute autre femme qui ne connaît que son aiguille.»

1. Citation en exergue de l'introduction à la 4^{ème} Rencontre européenne, in *Rapport du Conseil 'Education' au Conseil européen sur les objectifs concrets futurs des systèmes d'éducation et de formation*, 2001.

2. Voir: S. MARÉCHAL, *Projet d'une loi portant défense d'apprendre à lire aux femmes*, Mille et une Nuits, La petite collection, 2007.

« Pour peu qu'elle sache lire et écrire, une femme se croit émancipée, et hors de la tutelle où la nature et la société l'ont mise pour son propre intérêt. »

Ces trois catégories d'arguments – moral, économique et politique – ont traversé, et traversent aujourd'hui encore, tous les débats, qu'ils soient pour ou contre l'alphabétisation et que l'on parle des femmes, de la classe ouvrière, des travailleurs migrants,...

Ainsi, dans le contexte de la transition de la société corporatiste à la société industrielle naissante, d'autres humanistes débattent de l'instruction de la classe ouvrière et de ses enfants dans des termes semblables à ceux qu'utilise Sylvain Maréchal pour l'instruction des femmes: faut-il instruire le peuple ou le maintenir dans l'ignorance?

Abolissant les privilèges de l'aristocratie, soit les privilèges de naissance, prônant le 'chacun selon ses capacités', la société bourgeoise devait permettre à tous d'accéder à toutes les fonctions sociales, enfin à tous... sauf aux femmes... sauf au peuple... qui doivent rester là où la nature, ou plutôt les rapports sociaux les ont placés. Il n'est pas question en effet que la bourgeoisie partage le pouvoir que lui donne la détention des moyens de production. Le savoir doit donc être réservé à ceux qui sont déjà du côté du pouvoir et à quelques autres qui présentent des garanties suffisantes de conformité idéologique.

Opposer les capacités et l'éducation au rang et à la naissance, c'est à la fois refuser la société aristocratique et ouvrir la porte aux revendications populaires: cette contradiction fondamentale est au cœur de la pensée bourgeoise sur l'éducation. Comment la résoudre? Comme l'écrivent Bernard Charlot et Madeleine Figeat³, la solution est simple: puisque l'éducation permet d'accéder à toutes les fonctions et puisque le peuple doit rester à sa place, il faut limiter l'éducation du peuple et l'éduquer à résister aux vaines ambitions et à être satisfait de son état. L'éducation va donc avoir pour fonction de moraliser l'enfant du peuple et de contribuer à l'ancrer dans sa condition prolétaire.

Ainsi quand, à la fin du 18^{ème} siècle, la bourgeoisie prend parti pour l'éducation du peuple, c'est pour

3. B. CHARLOT et M. FIGEAT, *Histoire de la formation des ouvriers (1789-1984)*, Minerve, Voies de l'histoire, 1985.

une éducation qui favorise sa reproduction physique, morale et idéologique: *« De cela même que le peuple peut également servir beaucoup ou beaucoup nuire, il résulte une double nécessité de veiller sur son éducation. [...] Ainsi le point le plus essentiel de leur éducation, nous ne saurions trop le redire, c'est de diminuer leurs besoins en augmentant leurs forces. »*⁴ Au premier rang de toute bonne éducation populaire, on placera donc les exercices du corps car *« le corps est pour le peuple son instrument de toutes les professions et de tous les jours »*. En revanche, *« il ne faut surtout pas inspirer à ce peuple travaillant et forcé de travailler le goût des lumières et l'amour de la science »*, sinon *« il passera ses jours à lutter misérablement entre le désir d'apprendre et le besoin de vivre. »*

Et la bourgeoisie va créer une école élémentaire prônant la soumission à l'autorité, insistant sur les vertus d'une vie austère et donnant aux élèves une instruction strictement limitée à leurs besoins de futurs travailleurs. Les arts mécaniques servent au peuple des villes et des campagnes; on doit donc les lui enseigner. Mais pas n'importe comment: *« Ils en sauront la routine et la marche parce qu'elles leur sont utiles. Ils en ignoreront la théorie et les finesses parce qu'elles les détourneraient de leurs professions; s'il ne faut rien leur enseigner qui puisse les en distraire, il faut aussi leur apprendre tout ce qui peut les leur rendre faciles... Mon invariable maxime est ce mot: un peu, mais pas trop; beaucoup de pratique, point de science. »*

Car, en réalité, la société n'a pas besoin que tout le monde sache lire et écrire:

- « On se plaint que les campagnes manquent de bras, que le nombre d'artisans diminue, que la classe des vagabonds s'augmente. N'en cherchons les causes que dans cette multitude d'écoles dont fourmillent nos bourgs et villages. Il n'est pas de hameau qui n'ait son grammairien et qu'y fait-il autre chose que de semer parmi les manœuvres, les artisans, les laboureurs, le dégoût de leurs professions? Appliquer les enfants du peuple aux principes des langues c'est leur faire préférer le travail de l'esprit à celui des mains, c'est les accoutumer à faire plus de cas d'un livre que d'une charrue ou d'un marteau [...] »

4. Cette citation et celles qui suivent sont de PHILIPON de la MADELAINE, in *Vues patriotiques sur l'éducation du peuple*, 1783 (cité par B. CHARLOT et M. FIGEAT, op. cit., pp. 83-84).

- L'écriture ? « Je n'en parle que pour l'interdire complètement aux enfants du peuple ; il leur suffit de savoir signer leur nom. »

- Il ne faut pas apprendre « à lire et à écrire à des gens qui n'eussent dû apprendre qu'à dessiner et à manier le rabot et la lime, mais qui ne veulent plus le faire... Le bien de la société demande que les connaissances du peuple ne s'étendent pas plus loin que ses occupations. »⁵

Il ne s'agit donc surtout pas de faire des enfants du peuple des lettrés. **Il s'agit pour chacun de rester à sa place, de s'éduquer sans s'émanciper.**

Ainsi, quelques dizaines d'années plus tard, dans les débats sur les écoles des arts et métiers,

- si certains défendent la formation : « Ce que nous voulons, c'est ce côté élevé de la science, c'est cette intelligence rapide et sûre par laquelle un jeune ouvrier, éclairé par les mathématiques, par la géométrie, par le dessin, peut embrasser l'ensemble d'une machine, en comprend toutes les parties, en saisit l'économie avec rapidité, avec sûreté et sait ensuite par d'habiles croquis en figurer tous les organes » ;

- pour d'autres, la formation est un véritable danger : ils constatent que les anciens élèves des écoles d'arts et métiers « se présentent avec les droits qu'ils ont ou qu'ils pensent avoir ; ils ne se considèrent pas comme de simples ouvriers, ils demandent à occuper dans le mouvement de chaque usine la place dont ils se croient dignes » et « les chefs d'industrie ne rencontrent pas en eux ce qu'ils rencontrent tous les jours dans les enfants de simples ouvriers élevés sous les yeux de leur père, tous les jours, assistant au mouvement de l'usine, de l'industrie ». ⁶

Enfin, l'éducation du peuple doit surtout le moraliser. Certains pensent qu'il faudrait faire composer pour les écoles du peuple un livre qui comporterait tout ce qui a été écrit de plus simple sur les avantages attachés à la condition populaire, sur les misères qui tourmentent l'existence des riches, sur le bonheur de la vie champêtre. Mais c'est surtout la religion qui permet de garantir la morale du peuple. « La religion est pour le peuple

5. LA CHALOTAIS, 1763 (cité par B. CHARLOT et M. FIGEAT, op. cit., p. 84).

6. Débat sur les écoles d'art et métiers à l'Assemblée nationale française en 1850 (in A. GUETTIER, *Histoire des écoles impériales d'arts et métiers*, 1865 (cité par B. CHARLOT et M. FIGEAT, op. cit., pp. 75-76).

d'une indispensable nécessité... » Mais, là aussi, c'est une adhésion et non une réflexion qui est prônée : « La religion du peuple doit se borner à une adhésion aveugle et ferme aux vérités évangéliques. Lui expliquer nos mystères, ce serait étourdir son imagination. »⁷

Après avoir porté sur l'alphabétisation des femmes et du peuple, la question se posera de la même manière avec les migrants, arrivés dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle pour travailler dans nos mines et nos usines, sans qu'on se préoccupe le moins du monde de leur analphabétisme. Puis, un peu plus tard, avec les exclus et illettrés dont on redécouvre la présence à la lumière de la crise des années 70 et des mutations économiques de ces dernières années.

Quand, à la fin du 20^{ème} siècle, des cours d'alphabétisation destinés à ces populations – qu'elles soient d'origine immigrée ou autochtone – voient le jour, ils ne sont pas sans lien avec la fonction de moralisation qui était assignée à l'école du siècle dernier.

Ainsi, lorsqu'en 1982, le parlement européen vote un rapport sur la 'lutte contre l'analphabétisme', l'exposé des motifs reprend, en son chapitre sur les conséquences de l'analphabétisme pour la société, une argumentation à caractère typiquement moral : « L'analphabétisme porte également à la dissimulation, ce qui fausse le développement moral de l'individu et ne manque pas d'avoir des conséquences importantes pour la société. »

De même, dans les manuels destinés à ces cours d'alphabétisation, on retrouve la volonté d'ancrage dans la condition populaire, d'assignation de chacun à la place qui est la sienne.

Dans le manuel *Le français par l'amitié*⁸, manuel d'alphabétisation le plus utilisé dans les années 70, voici ce qu'on peut lire dans l'introduction destinée au formateur : « Nos élèves ayant une vie semblable à celle de Gaston, rencontrent les mêmes problèmes, éprouvent les mêmes besoins. Leur cadre de vie n'est pas celui de l'école ou du lycée (encore moins la brousse ou le bled africain), mais cette grise banlieue hérissée de cheminées. Leur monde n'est pas le monde des idées,

7. PHILIPON de la MADELAINE, op. cit. (p. 84 in B. CHARLOT et M. FIGEAT).

8. E. GALDOS DEL CARPIO, *Le français par l'amitié*, Série masculine (voir note 9), *Hommes et Migrations*.

des catégories intellectuelles, mais plutôt le monde des choses, de la force musculaire, de l'adresse manuelle.»

Sans parler du contenu de la version destinée aux femmes!⁹

Et voici ce qu'on apprend à lire aux immigrés avec la *Méthode pour les adultes d'Afrique du Nord* ¹⁰:

«Il achète un tricot, un drap de lit et même une brosse: Ali est propre!

Mohamed travaille vite, c'est un ouvrier sérieux.

Il ne perd pas une minute: plus il fait de pièces, plus il gagne d'argent.

Une pierre est tombée sur le pied de Mohamed et lui a fait une petite blessure, mais il n'a pas arrêté son travail.»



Cette contradiction entre une volonté d'augmenter le niveau d'instruction pour faire face aux nouveaux besoins économiques et sociaux et le maintien de chacun à sa place est toujours présente aujourd'hui. C'est

la question de la hiérarchisation des filières dans l'enseignement, des débats sur le latin, du numéris clausus en médecine (alors que l'on fait venir des médecins étrangers), etc.

Comme le souligne en 1975 une déclaration de l'UNESCO sur l'alphabétisation, «toute structure sociale engendre le mode d'éducation propre à la maintenir et à la reproduire. [...] Les finalités de l'éducation sont subordonnées aux finalités des groupes dominants.»

Nous sommes donc encore et toujours dans la même logique qu'il y a deux cents ans, comme en témoignent ces personnes ayant connu l'échec scolaire:

- «En sixième primaire, j'avais un professeur qui m'a dit: 'Il vaut mieux être un bon ouvrier qu'un mauvais avocat.'»

- «Voilà ce qu'on te répond à l'école: 'Tu es une croûte et, de toute façon, il en faut aussi des balayeurs de rues.' Des années plus tard, je me demande si ce pro-

gramme, il n'est pas fait comme cela. Si, au fond, cela ne les arrange pas un peu qu'il y ait quelques imbéciles dans cette classe, qu'il y en ait une dizaine qui ne savent pas suivre.»

Et cet autre, ayant compris le rôle de l'école dans la reproduction sociale: «Maître, garde-les bien bêtes. Nous [les capitalistes] les cueillerons.»

Notre société souhaite-t-elle vraiment que tous maîtrisent l'écrit?

Pas seulement le minimum minimorum, l'écrit comme outil de marquage qui permet de répondre aux besoins administratifs et bureaucratiques de la société. Car alors l'activité d'alphabétisation, l'instruction s'inscrit dans le sens du statu quo et renforce les inégalités sociales en ne permettant qu'une appropriation limitée de l'écrit qui risque par ailleurs d'entraîner un analphabétisme de résistance¹¹.

9. Il existe en effet une série (livre du moniteur et livre de l'élève) pour hommes et une série pour femmes.

10. *Méthode pour les adultes d'Afrique du Nord*, I.P.N., 1963.

11. Voir : *Des bonnes raisons de refuser l'alphabétisation*, pp. 101- 102.

Mais aussi et surtout l'écrit comme outil de conceptualisation, d'élaboration de la pensée, d'action, outil de communication dont l'exercice suppose, non l'enfermement dans des fonctions d'exécution, mais la participation à la responsabilité, à l'initiative et à la décision.

Il n'y a pas de lecture et d'écriture sans pratiques sociales nécessitant ces savoirs. L'obstacle à la lecture ne réside pas d'abord dans un manque de techniques, mais dans l'absence de raisons de se doter de ces techniques. Il y a un rapport constant entre ce que l'on s'autorise à faire, à être, à apprendre et la place, le pouvoir que le corps social, que l'école, nous attribue, nous reconnaît.¹²

Aujourd'hui comme hier, la première cause de l'illettrisme est la question du pouvoir et de la place de chacun, pouvoir et place qui déterminent l'accès aux savoirs.

Dans le contexte économique, en ce qui concerne l'amélioration du couple 'productivité/qualité', de nombreuses expériences de formation et témoignages de travailleurs montrent que l'on peut parfaitement y arriver sans faire appel à l'écrit. Par contre, en ce qui concerne les nouveaux enjeux liés à la modification de l'organisation du travail, *«savoir faire face à des tâches variées, réagir à des situations inattendues, comprendre la relation entre diverses tâches au sein de l'entreprise et communiquer plus volontiers avec les autres membres du personnel d'une part et avec l'encadrement d'autre part deviennent indispensables»*. On pourrait dire que la formation a

12. Comme le disait Jean Foucambert dans une conférence qu'il donnait à Bruxelles en novembre 1988, une des conditions pour être utilisateur d'écrit, «c'est d'être habité par le sentiment que les choses ne sont pas immuables, qu'on peut agir sur elles pour les changer. Ce n'est pas la peine d'imaginer que des gens que l'on invite à se résigner puissent par ailleurs avoir besoin de l'écrit. [...] Ni de s'étonner que dans un système social où l'on demande à 70% de la population de laisser son cerveau 'au vestiaire' pour être de bons producteurs, de bons consommateurs, de bons électeurs, de bons étudiants, on retrouve 70% de non lecteurs» (in Catherine STERCQ, *La lecture n'est en crise que de croissance*, Journal de l'alpha, n°50, décembre 1988, p. 4).

pour objet l'adaptation non pas à un emploi, mais à un environnement mouvant et contraignant.

Mais aujourd'hui, au sein même de l'enjeu économico-social, il y a un enjeu culturel à ce que tous puissent maîtriser l'écrit et les savoirs de base: *«Il nous faut bien reconnaître un autre enjeu à la formation: celui de l'avancée culturelle, car l'un des défis majeurs de notre époque est en réalité la maîtrise d'un environnement complexe»*¹³.

Notre société se trouve en effet face à de **nouveaux défis sociétaux** qui sont:

- la nécessité de pouvoir vivre dans un monde incertain, chaotique, complexe et où demain n'est plus prédictible, avec comme enjeu de **pouvoir affronter la complexité et l'incertitude** ;
- la nécessité de questionner ses identités, avec comme enjeu de **vivre dans une société interculturelle** ;
- la nécessité de **faire face aux problèmes environnementaux** à une échelle mondiale.

Ces enjeux exacerbent à nouveau les termes de la contradiction et nous appellent à la dépasser.

Ce qui implique de redéfinir le niveau minimum des savoirs que chacun devrait maîtriser, les missions de l'école (la réussite pour tous) et de l'éducation des adultes ainsi que les objectifs de la formation qui doit œuvrer au développement des 'attitudes de base' nécessaires à tout apprentissage, soit: *«la confiance en soi, l'imagination créatrice, l'envie de communiquer, l'ouverture sur l'environnement, l'esprit critique, la curiosité, l'envie de chercher»*¹⁴.

Ce qui nous rappelle avec force que **tant que la société sera construite sur un modèle inégalitaire, elle continuera d'éduquer sans émanciper et de produire des illettrés.**

13. Cette citation et celle qui précède sont tirées de C. STERCQ, *Alphabétisation et insertion socioprofessionnelle*, Institut de l'UNESCO pour l'Éducation, De Boeck Université, 1994, pp. 87-88. Cet ouvrage est intégralement téléchargeable en format pdf : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001478/147879fo.pdf>

14. A. GIORDAN, *Les grandes régulations du corps humain*, in E. MORIN (sous la direction de), *Relier les connaissances. Le défi du XXIe siècle*, Seuil, 1999, p 185.